

La crise du Covid pourrait coûter de 52 à 98 milliards d'euros de valeur ajoutée à l'industrie française

[usinenouvelle.com/editorial/la-crise-du-covid-pourrait-couter-de-52-a-98-milliards-d-euros-de-valeur-ajoutee-a-l-industrie-francaise.N979551](https://www.usinenouvelle.com/editorial/la-crise-du-covid-pourrait-couter-de-52-a-98-milliards-d-euros-de-valeur-ajoutee-a-l-industrie-francaise.N979551)

Anne-Sophie Bellaïche

26 juin 2020



Une perte de 52 milliards d'euros de valeur ajoutée cumulée sur deux ans, c'est ce que prévoit le scénario modéré de PwC pour l'industrie manufacturière, selon l'étude que lui a commandé l'UIMM, la fédération de la métallurgie. Le secteur ne retrouverait son niveau de valeur ajoutée attendue en l'absence de la crise du Covid qu'au premier trimestre 2022. *"C'est notre scénario optimiste, mais le scénario pessimiste inclut une éventuelle seconde vague, qui nous rattrape peut-être avec les nouvelles qui viennent de Chine ou d'Allemagne, et qui montre un décrochage plus marqué"* prévient Olivier Lluansi, associé Pwc, qui connaît bien le secteur pour avoir lancé le programme Territoires d'industrie à Bercy. En effet, le scénario noir indique une perte de valeur ajoutée cumulée de 98 milliards. Pour comprendre l'ampleur du choc, la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière française était de 202 milliards d'euros en 2019.

311 000 emplois non créés ou menacés dans un scénario central

L'impact sur l'emploi est tout aussi déprimant, alors que l'industrie était entrée depuis deux ans dans une phase de création nette. Le nombre d'emplois directs non créés ou menacés s'étiage entre -187 000 et - 463 000 équivalents temps plein avec un scénario

central à -311 000. Cette évaluation n'inclut pas les industries agroalimentaires, ni les secteurs de l'énergie, les déchets, l'assainissement moins touchés par la crise que l'industrie manufacturière "pure".

Pour le secteur qui est dans le périmètre de la fédération de la métallurgie, le total des emplois non créés s'élèverait en 2022 à 50 000 dans un scénario central, c'est-à-dire à mi-chemin entre le pessimiste et l'optimiste. Au-delà des emplois non créés, la priorité est d'éviter que les emplois menacés ne soient définitivement supprimés. *"Il faut préserver les compétences, les dirigeants doivent se saisir des dispositifs d'activité réduite car ce qui peut apparaître comme un coût est en réalité un investissement"* estime Olivier Lluansi.

Des entreprises à recapitaliser

L'étude PwC s'est également intéressée à l'impact sur les taux de marges. Le pourcentage d'entreprises qui ont un excédent brut d'exploitation négatif est en moyenne historiquement de 16 % dans l'industrie manufacturière, ce taux pourrait doubler en 2021, ce qui appelle un enjeu de recapitalisation des entreprises. Il faudra de l'argent frais. Pour Olivier Lluansi, *"de l'argent il y en a. Les marges existent dans l'importante épargne des Français. Il suffirait d'en flécher 5 % vers les PME et ETI, pour assurer la survie de l'appareil productif. Ce qu'il faut mobiliser c'est 100 à 200 milliards."* Selon lui, il faut trouver les bons tuyaux pour le faire. En revanche, il reviendra aux entreprises de savoir vendre un projet mobilisateur et innovant pour séduire les investisseurs professionnels en charge de cette épargne grand public.

Moderniser via la commande publique

L'une des voies poussées par Olivier Lluansi pour moderniser l'appareil productif est aussi de revisiter le mode de commande publique, quitte à revenir paradoxalement au modèle "Gaullo-pompidolien". *"Il faut passer d'une logique d'achats de produits finis à une logique de programme, comme le fait la Nasa avec Space X en lui achetant un développement et un certains nombres de lancements, comme le fait à sa manière très bien la DGA (direction général de l'armement)."*

Le télétravail, une chance

Enfin, l'ex Monsieur Territoires d'industrie, qui rappelle que la production ne se fait pas que dans les grandes zones métropolitaines, voit une chance dans le grand bond en avant qui est en train de se jouer sur le télétravail. *"C'est une véritable opportunités pour le tissu industriel des villes intermédiaires qui pourront ainsi attirer des couples bi-actifs qui ne travaillent pas au même endroit. En permettant une installation en région de la famille avec l'un sur place et l'autre rattaché à une métropole dans un mix de présentiel et de télétravail."* Vive les usines à la campagne et l'ordinateur dans le jardin.

Dos au mur, l'industrie française devra être solidaire pour survivre

 lesechos.fr/industrie-services/mode-luxe/dos-au-mur-lindustrie-francaise-devra-etre-solidaire-pour-survivre-1218693

26 juin 2020



Un tel coup de grisou n'était pas arrivé depuis plus d'un demi-siècle. La dernière fois que la valeur ajoutée de l'industrie française avait chuté autant que ce deuxième trimestre 2020, c'était en mai 68. Et encore, avec une glissade de 28,5 %, le trimestre que nous vivons fait pire que les pavés sous la plage (-20,7 % à l'époque).

Dans ce tableau noir, l'UIMM, la fédération regroupant les industriels hexagonaux, a demandé à PwC de se pencher sur les conséquences que pourrait avoir la crise sanitaire exceptionnelle provoquée par la pandémie du coronavirus. Le premier constat de l'étude menée par le cabinet de conseil est que le secteur manufacturier tricolore fait partie des plus touchés en Europe, avec ses équivalents espagnols et surtout italiens

Les inconnues sont nombreuses

En se basant sur des études universitaires et des entretiens avec des dirigeants d'entreprise, PwC estime qu'entre 187.000 et 463.000 emplois directs seraient menacés à horizon 2022 dans l'industrie française sans plan de soutien supplémentaire du gouvernement - dont environ 80.000 emplois non créés. L'essentiel du risque relève de la métallurgie. La fourchette est large, les inconnues étant encore nombreuses.

« Cela peut être extrêmement dangereux. Il y avait déjà des tensions sur les compétences nécessaires à la transition numérique et énergétique, il faut avoir conscience de la nécessité de conserver un vivier de talents futurs », estime Olivier Lluansi, associé chez PwC.

La cristallerie d'Arques, ou le nouveau combat du Made in France

Couper dans les investissements, le mauvais réflexe des industriels

En extrapolant les bilans de 10.000 entreprises, PwC a simulé les effets du confinement et de la crise sur le tissu industriel, et anticipe que les entreprises déficitaires avant impôt pourraient voir leur proportion passer d'environ 20 % cette année à 45 % l'an prochain. Et les défaillances pourraient augmenter dans le même temps de 28 % par rapport à 2019.

« Dans leur recherche de financement à venir, ces entreprises devront faire preuve d'audace en se projetant vers l'avenir avec un vrai projet et en jouant le rebond, affirme l'ancien conseiller industrie de François Hollande à l'Elysée, qui craint de voir fleurir les prises de contrôle par des fonds de private equity étrangers d'industriels français pris à la gorge. Ce qui cognerait avec le discours politique actuel sur la souveraineté industrielle .

Obligation de solidarité

« Avant de parler de relocalisation d'usines, ce qui prendra au minimum 18 mois pour les groupes les plus agiles, la famille industrielle française doit d'abord se serrer les coudes et se montrer solidaire, utiliser les capacités existant dans l'Hexagone, quitte à payer un peu plus cher. C'est une question de survie », juge Olivier Lluansi.

La pandémie, période de tous les dangers pour l'industrie française

Les trois plaies de l'industrie française

Le danger est visible sur la balance commerciale, alors que l'aéronautique ou l'automobile, deux des grandes locomotives de l'industrie tricolore, sont entrées dans une zone de fortes turbulences. Selon PwC, la baisse de la valeur ajoutée cumulée de l'industrie manufacturière pourrait avoisiner les 75 milliards € sur la période 2020-2022. Un « effondrement » qui pourrait faire passer les filières manufacturière et agroalimentaire à décrocher de la barre symbolique des 10 % du PIB. « Le risque pour la France est de se faire évincer de certaines chaînes de valeur », conclut l'auteur récent de « Vers la renaissance industrielle ».